

Ce Journal paraît Semi-Hebdomadairement, le MARDI et le VENDREDI.

Mélanges Religieux

Lettres, Avis, Correspondances etc., à l'adresse du Rédacteur.

POLITIQUES, COMMERCIAUX, LITTÉRAIRES ET DE NOUVELLES.

VOL. XV.

MONTREAL, VENDREDI 9 JANVIER 1852.

No. 22.

CORRESPONDANCE LYONNAISE.

Lyon le 10 décembre 1851.

M. le Rédacteur,

Est-ce le commencement de la fin? Si tout ce qui vient de s'accomplir n'est que le prélude d'un grand et terrible drame, que sera donc le dénouement?

Les événements marchent vite. Quand je vous écrivis il y a quinze jours, nous assistions plus ou moins paisiblement à toutes les discussions, à toutes les disputes exécutives et parlementaires; nous nous disions: mais qu'est-ce que tout cela va devenir? à qui restera la victoire? Quelques jours se sont écoulés et la victoire a parlé, si victoire il y a. Louis Bonaparte a voulu goûter du 18 brumaire; remportera-t-il la victoire sur tous les points? Quel est le fond de sa pensée? quel espoir caresse-t-il? Je l'ignore, et pourtant je crois presque qu'il rêve l'empire. En attendant, la liberté n'est plus qu'un mot vide de sens et dérisoire; la dictature tient dans sa main toutes les cordes qui crient liberté. Les journaux qui ont été autorisés à paraître sont soumis au bon plaisir de messieurs du parquet; nulle appréciation, nulle réflexion politique n'est tolérée; ils ne doivent relater que les faits, revus et amplement corrigés. Ceux qui enfreindraient ces ordres seraient immédiatement mis à l'ombre et leur rédacteur en prison. Sous le moindre prétexte on arrête et on incarcère une foule d'individus plus ou moins suspects. Je serai soigné de réflexions aujourd'hui, monsieur le rédacteur; peintre fidèle, j'esquisserai à grands traits mes tableaux; narrateur impartial et indépendant, je parlerai de ce que j'ai vu et de ce que j'ai recueilli à source authentique.

Oh! mon Dieu, vous avez permis que le sang coule encore dans notre pauvre et infortunée patrie; vous avez permis que des hommes de pillage et de ruine se réunissent pour élever des barricades et engager une lutte impie. Pardonnez, Seigneur, pardonnez à ce pauvre peuple aveuglé jusqu'au point de devenir assassin! Ah! si, par tant de sang versé, la France était régénérée, si nous retrouvions le calme et le bonheur, nous célerions moins les terribles événements qui viennent d'ajouter une triste page à notre histoire. Mais tout prouve que nous n'en serons pas quittes à si bon compte, hélas!...

Le 2 décembre, je m'endormis paisiblement à minuit, sans songer aux coups d'état ni aux révolutions. A deux heures du matin, je fut réveillé par le bruit que faisait l'infanterie et la cavalerie en passant sous mes fenêtres. Qu'est-ce que tout cela? pensais-je. Quand le bruit eût cessé, je me rendormis après avoir cherché à deviner ce que ce pouvait être. Le jour venu, je me levai et je ne tardai pas à sortir. Je vis tous les postes doublés, quelques patrouilles, puis, allant à la préfecture, à l'hôtel-de-ville, je les vis occupés militairement par l'infanterie. A neuf heures on afficha dans toutes les rues une dépêche télégraphique datée du 2, qui annonçait que Louis-Napoléon avait dissous l'Assemblée. Quelques heures plus tard on pouvait lire sa proclamation au peuple, celle à l'armée, et le décret mettant 1°. Paris et toute la première division militaire en état de siège, 2°. prononçant l'abolition de la loi du 31 mai, et le rétablissement du suffrage universel; 3°. la dissolution du conseil d'état; 4°. convoquant le peuple dans ses comices pour maintenir ou re-

fuser Louis Napoléon Bonaparte. Toute la journée la population lyonnaise est altérée et inquiète à la fois. Pourtant la journée se passe tant bien que mal et le soir quelques précautions militaires sont prises. Le 4 se passa dans un silence morne; chacun allait et venait avec crainte. Les bruits les plus étranges et les plus contradictoires circulaient sur Paris dont on ne savait point de nouvelles.

Le 5, des dépêches télégraphiques ont été affichées dès le matin, elles apprennent qu'une lutte acharnée se livre à Paris, mais que partout l'armée se bat avec un élan extraordinaire. Les anarchistes de Lyon lèvent la tête; les sociétés secrètes sont en permanence; l'agitation croît d'heure en heure dans la ville. C'en est fait, on va se battre; Lyon va voir le sang des Français rougir ses pavés. Mais Dieu ne permettra pas cette humiliation. Au moment où les démagogues croient sortir en masse et se soulever, le général Castellane fait occuper Lyon militairement. Les troupes de tous les points sont garnies par la troupe de ligne et l'artillerie. L'arsenal de la ville est garni de troupes; la place Montoyet, la place au change, la place de Bellecour, les avenues de la préfecture sont occupées par les cuirassiers rangés en bataille, le sabre au poing. Dans l'intérieur de la place Bellecour douze pièces de canon sont prêtes à vomir la mitraille sur les factieux. A l'entrée du faubourg de la Guillotière et sur la place de la mairie, un bataillon de troupes de ligne, un escadron de dragons, deux batteries d'artillerie stationnent prêts à écraser les émeutiers qui se présenteront. Le palais de justice est occupé militairement, ainsi que tous les points culminants de la ville. L'émeute ne bouge pas. Le soir je vais me promener dans toutes les rues principales. L'aspect de la ville est formidablement martial; il semble que nous sommes en pays ennemi. L'esprit des troupes est excellent. Des feux de bivouac sont partout établis et nos soldats se mettent en rond à l'entour. Des jeux, des chansons viennent à leur aide pour les égayer et compenser l'ennui qu'ils vont éprouver à passer la nuit à la belle étoile.

Le samedi, le 6, les précautions redoublent. On sait de source certaine que 1900 émeutiers, dont 1000 suisses et 900 anarchistes lyonnais partis furtivement la nuit pour les rejoindre, s'avancent sur Lyon, conduits par un colonel badois. Le général Gado se met immédiatement en route à la tête de trois escadrons de cuirassiers et d'un escadron de dragons pour leur aller couper le passage. Dans Lyon, 30,000 hommes sont sous les armes. Le général Castellane fait afficher un arrêté qui annonce en termes aussi formels qu'énergiques que tout rassemblement sera immédiatement dispersé par la force et que quiconque sera trouvé les armes à la main ou construisant des barricades, sera fusillé sur le champ. En même temps la circulation des voitures est interdite et de longues patrouilles d'infanterie et de cavalerie se croisent en tous sens dans la ville. Sur le quai de St. Antoine un régiment entier stationne; dans l'église de St. Nizier un quartier d'état major général est établi; sur la place St. Nizier, sur la place d'Albon et dans toutes les rues adjacentes, de nombreux piquets de troupes stationnent l'arme au bras. Dans toutes les rues il y a des sentinelles se promenant l'arme au bras et se ralliant les uns aux autres aux postes échelonnés de distance en distance. Le soir arrive, même précaution, redoublement de vigilance. Dans la rue St. Joseph deux émeutiers insultent et veulent désarmer un factionnaire; celui-ci fait feu, en renverse un malade mort et blesse l'autre

avec sa bayonnette. C'était un spectacle curieux et attachant, à dix heures du soir, de voir ces bons soldats, personification et type du caractère français, entourés de gros feux, danser à l'entour, chanter des chansons, rire, plaisanter, boire et manger comme si l'émeute n'avait pas été là terrible et menaçante. J'ai vu de vieux gognarde sur la place des Celestins faire le rondin picotin que tous nos petits enfants aiment tant à faire. J'en ai vu d'autres jouer à pigeon vole comme de vrais écoliers. D'autres jouaient à main chaude; ceux-ci à cache-cache, ceux-là à Martin vit; tout cela avec une gaieté et une franchise qui faisaient plaisir à voir. On aura beau faire et beau dire, le soldat français sera toujours le premier soldat du monde. Ce que j'ai beaucoup aimé, c'est cette commission exécutive qui s'est formée. Une vingtaine de citoyens lyonnais s'est réunie et tous ensemble se sont constitués pour aller adomicile chercher des comestibles et des rafraîchissements pour tous les soldats qui bravaient l'intempérie de la saison avec gaieté de cœur pour maintenir le bon ordre dans la cité. De tous côtés les dons en nature pleuvaient et tous les jours jusqu'aujourd'hui, tous les soldats ont amples provisions de bois, charbon, pain, vin, saucissons, fromages, rôtis, pâtisseries. Aussi il faut les entendre boire à la santé des Lyonnais. J'ai vu une compagnie de soldats du génie faire des crêpes, des gâteaux et des beignets aussi tranquillement et joyeusement que s'ils avaient été dans un appartement bien clos et en parfaite sécurité. J'en ai vu buvant le café dans un vase de nuit, parlez-moi la franchise du mot. A la guerre, comme à la guerre! disaient-ils. Vous ne sauriez vous imaginer, monsieur, ce qu'est le soldat français dans ces moments-là. Quand il n'y a aucun danger, quand il n'a que son exercice à faire, quand il est sûr d'être abrité dans la caserne chaque soir, il est assez insignifiant, mais que le danger approche, que la patrie ou la cité soient en danger, oh! alors il se réveille et son cœur tressaille de joie. Généraux, officiers, tous, officiers et soldats se sont conduits en braves à Lyon; tous ont fait preuve d'un grand courage et de la plus grande patience. Dieu soit loué, Lyon est encore une fois préservé, l'armée a sauvé Lyon comme elle sauvera la France.

Hier et aujourd'hui les rigueurs militaires se sont un peu relâchées, mais Lyon est toujours occupée militairement. Pour récompense de sa brillante tactique militaire, le général Castellane vient d'être nommé général en chef de toutes les troupes des 9e et 6e divisions militaires.

Pourquoi faut-il maintenant que je vienne évoquer des paroles de deuil et de larmes, pourquoi faut-il que je vous parle de barricades, de sang répandu et d'hommes tués!

Mais prenez les choses d'un peu haut. Je vous l'ai dit, aujourd'hui je ne suis que narrateur; fera des réflexions qui vaudra.

La lutte était déclarée entre le président et l'Assemblée, lutte à mort et il fallait nécessairement que l'un des deux abandonnât la place. Le discours que Louis Napoléon prononça au cirque olympique à la distribution des récompenses nationales, indisposa beaucoup la majorité de l'Assemblée. Dès ce moment tous les chefs des partis monarchiques jurèrent sa perte. On guerroya d'estoc et de lance de part et d'autre, on se montra le poing, mais pourtant on se tenait à une respectueuse distance. Le Constitutionnel redevenu bonapartiste fougueux, lançait tous les jours de nouveaux boulets contre la majorité de l'assem-

blée, il la menaçait sans cesse et remplissait son journal des articles les plus virulents qui se puissent imaginer. Sur ces entrefaites, de grands changements furent faits dans les préfectures; les bonapartistes élyséens obtenaient les meilleurs postes et les douteux étaient évincés. On cria beaucoup à l'usurpation, mais, malgré les clameurs et les alarmes des journaux, le coup d'état poursuivait sa route. L'usurpation était accomplie par la pensée si elle ne l'était encore de fait. La préoccupation était si grande dans les esprits, qu'on laissa passer sans commentaire une proposition des montagnards Miot, Greppe, Richardet et Laboulaye, proposition cruellement froide et féroce. Pour moi je gémissais grandement quand je vis avec quelle cruauté avait été rédigée cette proposition et j'allai même jusqu'à maudire cette assemblée qui avait de pareils êtres dans son sein. Mais Dieu est juste.

La mort du maréchal Soult passa aussi presque inaperçue, tant était grande la préoccupation publique. Pourtant le maréchal Soult avait été un grand guerrier de l'époque gigantesque de l'empire. Cet illustre vieillard tout le 26 novembre en son château de Soult-Berg a rés avoir reçu tous les secours de la religion. Il était né le 20 mars 1769, cette année si féconde qui vit naître Napoléon, Charles d'Autriche, Chateaubriand, Cuvier, Walter Scott et Goethe. Mais que faisait à la France la mort d'un vieillard, elle qui était à la recherche d'un dénouement! Du reste le bombardement général étourdissait tout le monde: Empire! empire! entendait-on constamment à son oreille. A bout de patience, énervé de tout cela je m'écrivis bien souvent: Au diable soit l'empire; mais toujours, ce mot plus ou moins magique se dressait devant ma pensée. Enfin arrive le 1er décembre. L'Assemblée s'occupe de futilités et elle ne voit pas que par un dernier coup le prince, Louis Bonaparte vient d'investir du commandement supérieur des gardes nationales de Paris le général Lamatin; en remplacement du général Perrot. Il fallait être bien aveugle pour ne pas voir un but dans tout ceci; mais Dieu permet tout pour le bien ou la punition des peuples, que les hommes qui sont à la tête pour les diriger soient frappés d'aveuglement. Le 2 décembre, au lever du soleil, de grands événements s'accomplissaient et le télégraphe apprenait à toute la France que la révolution était consommée, que de grands événements s'accomplissaient à Paris. Ah! puisse la France ne point avoir à subir les terribles épreuves que je vois; puisse cette nouvelle révolution ne pas nous pousser de plus en plus vers l'inconnu! Le premier acte de Louis Bonaparte sur le terrain du bonapartisme fut de mettre la griffe sur tous les journaux républicains et indépendants; seuls le Constitutionnel, la Patrie et les Débats ne cessèrent pas de paraître. Dès quatre heures du matin le général Bedan, vice-président de l'Assemblée, avait été arrêté. Le général Le Flô et M. Baze ont été arrêtés dans l'Assemblée même. Le général Changarnier a été arrêté au moment où, averti de ce qui allait se passer, il avait revêtu son uniforme de général. Jusqu'à neuf heures du matin les abords de l'Assemblée étaient restés libres et un grand nombre de représentants s'étaient réunis dans la salle des séances. A midi l'armée occupait militairement Paris. Au milieu de l'attitude muette et consternée de la foule, on a remarqué des groupes de déembrillards criant à tue-tête: Vive Napoléon! à bas l'Assemblée! On leur riposta par les cris de: A bas le Président! vive la Constitution! Tous ceux

qui criaient vive la République étaient arrêtés! Etrange chose, que celle-là! Immédiatement, le génie militaire a reçu l'ordre de démolir l'Assemblée nationale. Vous voyez qu'on n'y a pas de main morte. Est-ce par hasard ou à dessein que Louis Bonaparte a choisi le 2 décembre, anniversaire de la bataille d'Austerlitz, pour exécuter son 18 brumaire?

A quatre heures, il se rendit aux Tuileries, où il dirigea tous les mouvements. Le 3 décembre, nouveau ministère composé de Morny à l'intérieur, Fould aux finances, Rouher à la Justice, Magne aux travaux publics, Lacrosse à la marine, Casabianca au commerce, De St. Arnaud à la guerre, Fortoul aux cultes et Turgot aux affaires étrangères.

Il paraît que M. Louis Bonaparte n'avait communiqué qu'au ministre de la guerre et au préfet de police le jour où devait éclater l'événement. Tous les autres ministres étaient dans une complète ignorance. Tous les représentants notables de l'Assemblée s'étaient rendus à la mairie du 10e arrondissement. Les membres présents étaient au nombre de 200 environ. Au moment où le président de la réunion prononçait la déchéance de Louis Bonaparte, un bataillon d'infanterie les cerna et tous furent faits prisonniers. Les seuls journaux autorisés à paraître sont: La Gazette de France, l'Assemblée Nationale, l'Univers, le Journal des Débats, le Constitutionnel, la Patrie, la Gazette des Tribunaux, et le Droit. Tous les autres sont à l'index. Vive la liberté!

Tous les représentants arrêtés ont été transportés les uns à Mayas, les autres au Mont Valérien et d'autres à Vincennes. A midi les émeutiers ont construit une barricade que commandait M. Baudin représentant montagnard qui a été tué raide. Rue de Charolla une autre barricade est élevée. M. Schalcher et Esquiroz, représentants montagnards, existent les émeutiers. M. Schalcher a le bras droit fracassé et M. Esquiroz est tué. D'autres barricades sont élevées sur d'autres points mais elles sont bientôt enlevées et leurs défenseurs tués. Pendant la nuit, le combat recommença d'une manière acharnée. Des barricades ont été élevées dans les rues de Rambuteau, transmanain et St. Denis. La fusillade se fait entendre d'une manière effrayante, les victimes tombent à droite et à gauche. A la porte St. Denis, l'émeute a concentré ses forces, elle se défend avec vigueur, mais le canon et la mitraille font de grands ravages et quand on s'empare de la barricade on voit un morceau de cadavres. Des bandes en guenilles promènent des cadavres sur une civière en criant: Aux armes! vengeons-nous! Ces cris, cette exhibition produisent l'effet qu'en attendent leurs auteurs; quelques centaines de malheureux accourent et fondent sur la troupe, et le combat s'engage vers la rue de Cléry.

On se bat ainsi toute la journée, la troupe avec enthousiasme et l'émeute avec la rage du désespoir. De nombreuses victimes tombent pour ne plus se relever. Enfin le soir arrive et les socialistes découragés se retirent dans leurs repaires, se promettant bien de revenir en temps opportun. Le lendemain quelques petites escarmouches ont encore lieu, mais ce n'a rien été et l'armée et le gouvernement sont décidément maîtres du terrain.

Le 6, Paris avait repris sa physionomie habituelle. Seulement, dans certains quartiers, on voit les pavés rouges de sang, les maisons démantelées, les vitres cassées; dans les hos-

Vol. 4e Page

REVISION.

LA CONDAMNATION

DU

GENERAL CUSTINES.

(Suite.)

On entendit un autre témoin; c'était Antoine Merlin (de Thionville), commissaire de la convention nationale, auprès des armées du Rhin et de la Moselle. Ce témoin déposa qu'il s'était élevé, dans le temps, à la convention nationale, contre la déshérence de Custines, aux ordres du maréchal Luckner, lorsque celui-ci commandait de s'emparer des gorges de Porentruy.

Il n'a pas dépendu de moi, répondit l'accusé, de m'emparer de ces gorges: pour y réussir, il fallait en avoir les moyens. Premièrement, à cette époque, je n'avais point de soldats; secondement, je ne pouvais exécuter le vendredi des ordres reçus le lundi. Il y a quinze lieues de Belfort aux gorges de Porentruy, et il fallait s'organiser pour y aller. Ayant fait sur ce sujet quelques jours après, des observations à Luckner, il me répondit avec ingénuité qu'il en avait agi ainsi pour se mettre à couvert de la responsabilité qui pesait sur sa tête.

Le témoin continua sa déposition, et observa au tribunal que s'était à tort qu'il était dit dans l'acte d'accusation que Custines avait tiré des remparts de Strasbourg l'artillerie qu'il avait jetée dans Mayence. La vérité est qu'il l'a tirée du parc d'artillerie de la dite ville, mais non des remparts; d'ailleurs il n'y avait point trop d'artillerie à Mayence, la moitié est en ce moment hors d'état de servir, par l'usage fréquent que la garnison en a fait. Mais Custines a trop de raisons pour ignorer que Mayence abandonnée à elle-même ne pouvait point se soutenir sans une armée intermédiaire d'observation; et c'est est si vrai, que, si nous n'eussions été maîtres de la tête de Gondreloux, Mayence n'aurait point tenu huit jours.

Le témoin a raison, répondit Custines. Je dire que je n'ai point dégarai Strasbourg. L'occupation de Mayence forçait nos ennemis à disperser leurs armées sur une étendue de plus de soixante-dix lieues. Le Rhin et le Mein, par où ils tiraient leurs subsistances n'étaient plus rien pour eux. Avec une armée de cent mille hommes, si je l'avais eue, j'en aurais tenu deux cent mille en échec. Sans doute il aurait été nécessaire de prendre Manheim; cela me fut proposé par des représentants du peuple, le témoin même y était; mais les moyens me manquaient. Trois mille Bavares et étaient arrivés dans le mois de décembre, et n'avaient renforcé la garnison. On dira peut-être: Mais vous auriez pu bombarder Manheim de l'autre côté du Rhin. Mais qu'aurait fait un bombardement, le Rhin

étant entre deux? Et pendant que j'aurais fait bombarder, les ennemis que je tenais en échec auraient eu le temps d'accourir au secours de cette ville. Le bombardement aurait donc été en pure perte. D'un autre côté les ennemis de la révolution, qui étaient en grand nombre dans la ville, n'auraient pas manqué de dire aux habitants: Voyez ces Français, ils ne peuvent vous vaincre, eh bien! ils veulent vous abîmer. En prenant Francfort, je m'étais assuré un pont sur le Mein, sur lequel je pouvais passer pour attaquer Manheim. Il faut remarquer que je n'avais que vingt-trois mille hommes, tandis que les ennemis en avaient cinquante-deux mille. J'étais d'ailleurs occupé à accélérer la construction du fort de Cassel. Tout le monde sait que, sans ce fort, Mayence ne pouvait tenir. En prenant Francfort, mon plan était de faire contribuer, de fourager, de brûler et dévaster le pays, et de rentrer en France par le Palatinat. J'avais le dessein de terminer la guerre par une seule et même campagne. Je disais même aux citoyens qui avaient ma confiance: Laissez entrer les ennemis de la république sur notre territoire; plus ils entreront avant, plus ils nous sera aisé de les détruire. Vous les arrêterez dans les défilés de Château-Thierry et de Soissons; alors moi je rentrerai en Allemagne. J'annoncerai la destruction de leurs phalanges, et il me sera facile d'y opérer une révolution. Citoyens, ces mesures et ces vues n'étaient point celles d'un traître.

Voilà la position où je me trouvais à la fin

de janvier. Le fort de Cassel se construisait avec rapidité, nonobstant la rigueur de l'hiver, qui était très froid. J'avais beaucoup de soldats atteints de maladies légères que le printemps pouvait dissiper. Je savais qu'il y avait dans Mayence dix-huit mille sacs de farine, vingt-deux mille sacs de blé et quatorze moulins, dont il fallait à la vérité en laisser sept pour les habitants. Je savais qu'il y avait une grande quantité de sel. J'observe à cet égard que plusieurs journaux, mal informés sans doute, ont publié que j'en avais, étant dans Mayence, vendu une partie à mon profit. Je désirai, en parlant des moulins, qu'ils fussent disposés en losange, afin que s'ils venaient à être brûlés, les autres ne le fussent pas. Je savais qu'aux approches du siège la consommation deviendrait plus grande. Personne n'ignore que les généraux n'ont point à leur disposition les fonds nécessaires pour l'approvisionnement des places. J'écrivis donc au ministre Pache de faire passer dans Mayence tout ce dont cette ville pouvait avoir besoin. Il le fit; mais au moment que cela s'opérait, il fut remercié. Beurnonville entra au ministère. Tout le monde sait qu'il n'était point d'avis dans le conseil exécutif de conserver Mayence. Néanmoins il continua d'y faire passer des vivres et munitions pendant quelque temps; mais bientôt il cessa d'y en envoyer. J'ordonnai aux habitants de Mayence, par une proclamation, de s'approvisionner au plus tard pour le 14 avril; mais malheureusement cela ne fut point exécuté, parcequ'ils ne croyaient pas être assi-

gés. Avec seize mille hommes j'attaquai les Prussiens à Backala, et les tournai: un grand nombre restèrent sur le champ de bataille. J'allais retourner à Mayence, lorsque j'appris que les revers des Vosges avaient été abandonnés aux ennemis; je changeai d'avis, en réfléchissant que je pouvais être coupé par derrière, et que dans Mayence je ne trouvais des vivres que pour peu de temps; si j'en augmentais ainsi la garnison. Je me retirai donc dans les lignes de Vanban, persuadé que Mayence serait le tombeau des troupes prussiennes, autrichiennes, saxones et hessoises, et l'expérience a prouvé que la fleur de leurs troupes est restée sur le champ de bataille.

Citoyens, dit le témoin, Custines vient de faire son apologie; c'est moi cependant qui lui ai conseillé de brûler Manheim, ainsi que les magasins d'Edelbech sur le Neckar, où les ennemis avaient leur firme. L'accusé n'ignorait pas que les trois mille Bavares n'auraient point empêché les habitants de Manheim d'ouvrir leurs portes aux Français. Il me répondit que la prise de cette ville, dans les circonstances actuelles, devenait inutile tant qu'il tiendrait la campagne, et néanmoins il ne l'a point tenue. Il devait ne pas abandonner son poste. Il donna les ordres au général Breloy de venir faire sa jonction avec lui, en lui écrivant: — Vous rencontrerez quelques hussards, vous vous battez et vous tuez ensuite me joindre avec vos sept mille hommes. S'étant mis en route avec quatre cents chariots, Breloy rencontra l'ennemi: croy-